

**CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC**

**ÉTUDES DES CRÉDITS 2001-2002**

**QUESTIONS PARTICULIÈRES  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002**  
**QUESTIONS PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC**

---

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>N° QUESTION</b>	<b>DESCRIPTION</b>
7	Liste des entreprises à capital fermé et à capital ouvert dans lesquelles la Caisse de dépôt a un représentant sur le conseil d'administration avec : <ul style="list-style-type: none"><li>a) nom de l'entreprise;</li><li>b) nombre de représentants;</li><li>c) nom des représentants avec leur occupation principale</li><li>d) rémunération.</li><li>e) pourcentage du capital détenu par la Caisse de dépôt.</li></ul>
8	Liste des entreprises dans lesquelles la Caisse de dépôt est signataire d'une convention entre actionnaire ?

**Q7 - Liste des entreprises à capital fermé et à capital ouvert dans lesquelles la Caisse de dépôt a un représentant sur le conseil d'administration avec :**

- a) nom de l'entreprise;
- b) nombre de représentants;
- c) nom des représentants avec leur occupation principale;
- d) rémunération;
- e) Pourcentage du capital détenu par la Caisse de dépôt.

Cette demande touche l'ensemble des activités transactionnelles de la Caisse de dépôt et placement du Québec tant dans ses aspects financiers, commerciaux et contractuels qu'à l'égard de ses investissements. Les informations demandées revêtent un caractère stratégique, surtout dans le contexte dans lequel la Caisse évolue et en tenant compte de son devoir d'agir comme le ferait en pareille circonstance, une personne prudente et raisonnable.

Ces renseignements ne peuvent être communiqués compte tenu de leur caractère confidentiel, des impacts préjudiciables que la communication de ces informations pourrait entraîner ou des avantages appréciables que ceux-ci pourraient conférer notamment à des concurrents.

La communication de tels renseignements risquerait de nuire à la compétitivité de la Caisse tant dans le marché qu'à l'égard de ses placements. Enfin, vu le caractère financier et commercial de ces renseignements, les entreprises qui pourraient être touchées par cette demande devront être avisées compte tenu qu'elles sont affectées directement. Au surplus, l'information demandée touche directement des individus. Il serait approprié, dans ce contexte, d'informer ces individus avant de transmettre des informations qui les touchent.

Par ailleurs, il appartient à l'ensemble des actionnaires d'élire les membres du conseil d'administration d'une entreprise. La Caisse peut, à certaines occasions ou en vertu de conventions d'actionnaires, faire des suggestions pour nommer des représentants sur les conseils d'administration.

**Q8 - Liste des entreprises dans lesquelles la Caisse de dépôt est signataire d'une convention entre actionnaire ?**

Cette demande a déjà été formulée par monsieur Jean-Philippe Marois, directeur du cabinet du whip en chef de l'Opposition officielle dans le cadre d'une demande d'accès à l'information.

Le refus par la Caisse de fournir les informations demandées fait l'objet d'une demande de révision devant la Commission d'accès à l'information du Québec. La demande d'audition de cette demande n'a pas encore été fixée.

Les principaux éléments invoqués au soutien du refus sont les suivants :

Cette demande touche l'ensemble des activités transactionnelles de la Caisse de dépôt et placement du Québec, notamment dans ses aspects financiers, commerciaux et contractuels à l'égard de ses investissements. Ces informations et documents revêtent un caractère stratégique, surtout dans le contexte dans lequel la Caisse évolue et en tenant compte de son devoir d'agir comme le ferait en pareille circonstance, une personne prudente et raisonnable.

Les renseignements demandés sont des renseignements financiers et commerciaux qui ne peuvent être communiqués compte tenu de leur caractère confidentiel, des impacts préjudiciables qu'une telle divulgation pourrait entraîner ou des avantages appréciables que ceux-ci pourraient conférer notamment à des concurrents.

Au surplus, la communication de tels renseignements risquerait d'entraîner des pertes de façon substantielle et nuire à la compétitivité de la Caisse tant dans le marché qu'à l'égard de ses placements. Enfin, vu le caractère financier et commercial de ces renseignements, les entreprises qui pourraient être touchées par cette demande devront être avisées compte tenu qu'elles sont affectées directement.